

LesEchos.fr

# Peter Schoenfeld, l'homme qui veut faire parler Bolloré

JULIEN DUPONT-CALBO / JOURNALISTE TECH ET ALEXANDRE COUNIS / CHEF DE SERVICE | LE 24/03 À 19:04, MIS À JOUR À 20:08



Peter Schoenfeld, l'investisseur américain qui réclame à Vivendi des précisions sur sa stratégie. Et davantage de retours aux actionnaires. - Bloomberg

**L'investisseur américain demande à Vivendi plus de retours aux actionnaires. Il réclame aussi des précisions sur la gouvernance... et le démantèlement du groupe.**

Il a choisi un palace de l'avenue Montaigne, à un kilomètre seulement du siège de Vivendi, pour expliquer sa démarche. Peter Schoenfeld, investisseur new-yorkais et Pdg de P. Schoenfeld Asset Management de son état, a déposé deux résolutions auprès du directoire du groupe français pour demander plus d'argent pour les actionnaires, en vue de la prochaine **assemblée générale** qui se tiendra le 17 avril. « *D'habitude, je ne critique pas un groupe en public. Nous ne sommes pas un fonds activiste* », promet-il, assurant ne pas vouloir « *démanteler Vivendi, mais optimiser sa valeur* ». Même si à Wall Street, son fief, l'un va parfois avec l'autre.

Indiquant être entré au capital du groupe en juillet 2012 - il détient aujourd'hui environ 0,8 % des actions, l'équivalent de 237 millions d'euros -, Peter Schoenfeld a déjà envoyé trois lettres à la direction de Vivendi. Dans la dernière, datée du 23 mars, il réclame un dividende total de 9 milliards d'euros au titre de l'année 2014 et des différentes cessions (SFR, Maroc Telecom, GVT, Activion-Blizzard). Au lieu des 5,4 milliards proposés par la direction. C'est l'objet des deux résolutions qu'il a déposées. Mardi soir, Vivendi a dit recommander à ses actionnaires de voter contre.

## Un activiste français dépose une résolution contre l'attribution automatique des droits de vote double

L'activiste français PhiTrust Active Investors va perturber la prochaine assemblée générale de Vivendi. Avec plus de 0,5 % du capital, il a déposé hier une résolution pour le maintien des droits de vote simple et la non application de la loi Florange. Votée en avril 2014, cette loi dite « anti-OPA » généralise automatiquement les droits de vote double pour tout actionnaire qui a inscrit ses titres au nominatif depuis plus de deux ans. Grand gagnant de l'application de cette loi, Vincent Bolloré, qui a franchi en octobre 2012 le seuil des 5 % des droits de vote chez Vivendi, allait pouvoir en détenir, sans rien faire, environ deux fois plus dès avril 2016. Son emprise dans le groupe allait également monter petit à petit, fur et à mesure que les titres acquis le seraient depuis deux ans. Pour que la résolution de PhiTrust soit adoptée, elle doit être approuvée à hauteur des deux tiers. Si tel était le cas, il y aurait statu quo concernant les droits de vote simple. La position de Bolloré dans le groupe resterait inchangée. Quelle chance a cette résolution ? La direction ne la soutient pas. Mais les investisseurs et les agences de conseil en vote (ISS, Proxinvest) sont vent debout depuis des mois contre la mise en application de la loi.

## Dividendes ou acquisitions ?

« Vivendi a rationalisé ses activités. Mais le groupe veut conserver le cash et faire ce qu'il entend avec, alors que l'argent doit revenir aux actionnaires », estime Peter Schoenfeld. Selon lui, il resterait assez d'argent en caisse (5 milliards d'euros) pour réaliser les acquisitions prévues, une fois ses demandes satisfaites. « Je suis sûr que Vincent Bolloré a un plan. Mais si Vivendi veut grossir très vite dans les médias, il doit avoir le soutien des actionnaires », répète-t-il.

Chez Vincent Bolloré, on rappelle ce que le groupe martèle depuis 2012 : le produit des ventes servira à bâtir un grand groupe de médias. « Si on accédait à la demande de ce petit fonds, il ne nous resterait que 5 milliards de cash, pas dix ou douze. On demeurerait alors un petit groupe, sans ambition industrielle. Ce n'est pas l'idée », explique une source proche du milliardaire breton.

### Lire aussi notre analyse : « A quoi ressemblera le Vivendi de Bolloré ? »

A vrai dire, sans le crier sur les toits – surtout parisiens –, Peter Schoenfeld demande aussi le démantèlement de Vivendi, **holding** issu de la feu Générale des Eaux. Devant les journalistes, l'investisseur américain a expliqué mardi qu'il n'y avait pas de synergie entre la musique et la télévision, évoqué une **introduction en Bourse** partielle ou totale d'Universal Music Group, et posé la question de l'utilité d'une structure Vivendi au-dessus d'entités si distinctes. « Un vestige du vieux Vivendi », a-t-on même entendu de la bouche d'un de ses collaborateurs. « Son seul objectif, c'est qu'on vende Universal. C'était l'objet de la quasi-totalité de la lettre qu'il nous a envoyée en décembre. Mais c'est hors de question », précise-t-on dans l'entourage de Vincent Bolloré. Ce dernier a expliqué vouloir faire un « Bertelsman à la française », un groupe international de contenus et de médias. Personne n'en sait vraiment plus, à part lui-même et ses proches.

Très bien, semble vouloir dire Peter Schoenfeld, mais il faut davantage de précisions. « On nous demande de signer un blanc-seing sur la stratégie. Or nous avons des questions, mais pas de réponses. Nous voulons une gouvernance ouverte, indépendante et transparente. Je ne suis pas sûr que cela soit le cas ». Quel est le plan de Bolloré ? Quelles sont ces cibles ? Quand va-t-il agir ? Concrètement, Peter Schoenfeld n'est pas le seul à se poser ces questions. « Si l'on trouve de l'écho, c'est qu'il dit tout haut ce que tout le monde pense tout bas, admet un proche de Vincent Bolloré. On comprend l'impatience... mais on vous dira tout quand les décisions seront prises. Rendez-vous dans six mois ». ●

### P. Schoenfeld Asset Management, un fonds expert en « restructuration »

Créé en 1996, le fonds P. Schoenfeld Asset Management (PSAM) se dit spécialiste des entreprises en restructuration, comme le Vivendi de ces deux dernières années. Selon son PDG Peter Schoenfeld, le fonds aurait environ 3,5 milliards de dollars en gestion. Et des bureaux à New-York (le siège) et à Londres.

Selon le site du Nasdaq, PSAM détient 57 participations à Wall-Street. Notamment dans les médias, avec Time Warner, DirectTV ou Liberty Media. Mais aussi dans les nouvelles technologies et les télécommunications, avec Nokia, T-Mobile US ou EMC, des valeurs technologiques.

### L. BOI.J.D.-C.

@jdupontcalbo

-

@alexandrecounis